

Éoliennes: un champ de mines à retardement

Les Français vivent désormais sans le savoir au milieu d'un champ de 8000 mines à retardement. L'opinion publique a basculé cet été 2018 vers le rejet franc et massif de ce procédé. Les sondages encore cette semaine dans Le Figaro vont de bord vers une majorité de sceptiques sur le caractère pseudo « écologique » de la filière des promoteurs éoliens, financiers repeints en vert.

Ils ont raison. On ne peut tromper la population éternellement. Les conséquences d'une installation anarchique sur l'ensemble du territoire se font palpables et très négatives, voire menaçantes pour l'avenir. Désormais, l'insupportable est atteint après des années de propagande médiatique très intensive. Plusieurs conseils régionaux et départementaux et non des moindres, comme les Hauts de France ou l'Allier, viennent de voter des motions d'arrêt d'un éolien inefficace, très pénalisant pour les territoires et super spéculatif.

Des milieux de pression très bien financés, des maires isolés dociles ou cyniques, des réseaux de financement pas toujours très clairs, comme l'a démontré l'enquête de la Commission de régulation de l'énergie, ont contribué à miner le territoire français. Ces éoliennes n'ont pas été implantées là où existait le besoin, près des villes ou des concentrations industrielles. Elles ont été placées là où c'était facile de le faire, du moment qu'on trouve un endroit isolé, avec peu d'opposants et des propriétaires complaisants, et beaucoup d'amis dans les cabinets ministériels. 50 milliards d'efforts, sur dix ans, payés par le contribuable, un tiers du territoire français concerné, pour à peine 4 à 5% de l'électricité nationale, et seulement un jour sur cinq assuré en production. Quel désastre... sauf pour quelques fortunés, y compris les quelques fondateurs d'EDF Énergies Nouvelles, dont les centaines (oui ! centaines !) de millions d'euros sont bien au chaud au Luxembourg, même pas en France.

Ces installations, souvent implantées en rase campagne dans des sites isolés, sont théoriquement classées ICPE, c'est-à-dire installation industrielle à risque, mais leur surveillance est hasardeuse. Il suffit de fréquenter un site éolien pour constater qu'il n'y a personne et pas un seul emploi sur place, ni aucune précaution particulière de surveillance. Pourtant, ces installations industrielles présentent plus de risques que les discours émollientes ne le laissent entendre. La plupart du temps, c'est un simple artisan électricien qui est chargé de venir jeter un coup d'œil de temps en temps. La surveillance est faite par des robots et de l'étranger, quand ils marchent. On sait que les profits les plus juteux sont faits à la construction des éoliennes, jusqu'à un million et plus par éolienne. La suite n'est donc pas étonnante. On trouve aujourd'hui en Allemagne ou en Grande-Bretagne des éoliennes d'occasion à 200 000 euros alors que ces opérations sont facturées jusqu'à 3 millions par éolienne... Où est la vérité ? Y compris pour les banques ?

Un récent incendie d'éolienne dans le Jura a failli embraser un massif forestier entier, évité de justesse par plus de 30 pompiers. Il n'existe aucun plan d'urgence pour toutes les opérations à proximité de forêts, aucune précaution des incidents de promeneurs aucune assurance sur les dispositifs anti-pollution théoriques. De nombreuses rave parties utilisent les sites d'éoliennes isolés, devenus des hypermarchés de stupéfiants, et visibles de loin avec

leurs clignotants. Une pale de plusieurs tonnes est tombée à quelques mètres de l'autoroute A10, mais l'opérateur, pourtant filiale d'EDF, a mis plusieurs jours à réagir. L'érosion des sols commence à se voir à l'œil nu sur les nombreuses opérations implantées en plein champ en Beauce ou ailleurs. Un accident d'avion sur un vol sans histoire vient de se produire "par hasard" à proximité d'un important champ d'oliennes vers Issoire. On attend l'enquête avec inquiétude sur les pressions éventuelles. D'ailleurs un accident mortel de montgolfière a fait naître de nombreux doutes à proximité d'un champ d'oliennes vers Château-Thierry, selon les termes des autorités préfectorales. Qu'en sera-t-il si les oliennes en mer sont implantées à proximité des côtes avec de multiples aérodromes à proximité ? Une olienne moyenne brasse 30 tonnes d'air à la seconde par simple vent de 18 km/h. La sécurité australienne émet des recommandations d'au moins 12 km des oliennes, beaucoup moins inoffensives qu'il n'a paru, après plusieurs accidents évités de justesse, y compris un gros appareil d'un modèle utilisé par le Président des USA.

Les massifs de béton enfouis dans le sol ont été discrètement évacués de la réglementation mais ils restent à la charge des propriétaires, qui souvent l'ignorent. Ce sont autant de bombes à retardement qui les ruineront en centaines de milliers d'euros de dépollution à la moindre alerte d'atteinte du sous-sol, des eaux souterraines, et sur simple demande d'une association de protection de la nature. Le coût de démantèlement des oliennes est officiellement chiffré à 50 000 euros alors que tous les devis de professionnels atteignent au moins 450 000 euros, socle de béton en plus. Les lanthanides, matériaux magnétiques largement utilisés dans les alternateurs des oliennes, polluent plus à l'extraction que les minerais radioactifs, et leur dispersion par usure est au moins aussi dangereuse que l'amiante.

La revue American Thinker rappelle qu'il existe 14 000 oliennes rouillées aux USA, cyniquement abandonnées par leurs propriétaires dont les nombreuses filiales financières empêchent de retrouver la trace. Or ce système de filiales complexes est exactement le même en France et on peut supposer que les arrières pensées ne sont pas très loin. Une mystérieuse banque égyptienne inconnue en Europe, pourtant impliquée dans des scandales de corruption selon le Financial Times, est devenue propriétaire de l'un des opérateurs connus en France. Qu'en sera-t-il tôt ou tard des autres ?